



CLINIQUE INTERDISCIPLINAIRE
EN DROIT SOCIAL DE L'OUTAOUAIS

LA CLINIQUE INTERDISCIPLINAIRE EN DROIT SOCIAL DE L'OUTAOUAIS :
un an d'engagement et de défense des droits



le projet

La CIDSQ: un projet fondé sur les connaissances issues de la recherche

La recherche menée au Québec et à l'international démontre une augmentation des procédures judiciaires visant des personnes vivant dans la pauvreté ou marginalisées dans tous les domaines de droit et dans toutes les sphères de la vie personnelle – le logement, le travail, les soins de santé et de santé mentale plus particulièrement, l'usage d'alcool ou de drogue, l'utilisation des espaces publics et la famille, notamment via la protection de la jeunesse. En parallèle, les services juridiques ne sont pas plus disponibles et accessibles.

Pourtant, l'accès à de tels services peut permettre de **prévenir** le recours à la judiciarisation des **personnes marginalisées** aux prises avec des difficultés sociales, économiques et de santé. Les problématiques du logement, d'itinérance, de santé mentale et de protection de la jeunesse, par exemple, rendent compte de l'importance de l'accès à des **services communautaires** et institutionnels en temps opportun et adaptés aux besoins des personnes.

Plus particulièrement, **les recherches** menées dans des cliniques juridiques dans les dernières années ont mis en lumière que les problèmes vécus par les personnes sont multifacettes, comportant une dimension juridique et un ou plusieurs enjeux non-juridiques ; que, même bien préparées par les clinicien·nes, les personnes ont de la difficulté à présenter elles-mêmes leur dossier à la cour en raison de l'anxiété et du stress ; que les étudiant·es en droit ne sont pas préparé·es par la formation universitaire à faire face aux besoins des personnes qui se présentent en clinique juridique ; que l'expérience clinique est déterminante pour l'avenir professionnel des juristes, y compris quant à leur engagement en matière d'accès à la justice ; que le croisement des connaissances disciplinaires en clinique améliore les compétences des étudiant·es, en plus d'améliorer la réponse aux besoins des usagers et usagères.

Depuis le début de ses activités, la CIDSQ mobilise les connaissances issues de la recherche pour sensibiliser aux conséquences de la judiciarisation des personnes vivant en situation d'itinérance ou à risque de l'être.

mot des coordonnatrices

La clinique interdisciplinaire en Droit social de l'Outaouais a été fondée en 2020 par une équipe multidisciplinaire de professeures et professeurs de l'Université d'Ottawa et de l'Université du Québec en Outaouais. En tant que clinique affiliée à deux établissements universitaires, l'une des priorités est de **concrétiser dans la pratique, les données issues de la recherche**. Tout en s'intéressant aux besoins réels des personnes premières concernées. Depuis sa création, déjà plusieurs projets se sont matérialisés et la collaboration avec les acteurs du milieu est maintenant bien établie.

L'analyse des besoins du milieu demeure, cependant, en constante évolution et ce afin d'améliorer les services de proximité aux **personnes en situation de précarité sociale** et dont les droits ne sont souvent pas respectés. Face au système judiciaire, qui tient rarement compte de leur réalité, les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être sont souvent prises dans un tourbillon judiciaire sans accès à de la représentation pour se défendre.

L'implication de la CIDSO dans les discussions entourant les projets de l'ancienne **aréna Guertin**, démontre bien comment la défense des droits doit être perçue, non seulement d'un point de vue individuel, mais également dans une perspective globale. En effet, une partie importante des problématiques pour lesquelles les personnes viennent nous rencontrer sont de nature structurelle, mettant en péril l'accès à leurs besoins de base.

Dans les circonstances, le **soutien interdisciplinaire individuel et collectif** offert par la CIDSO s'avère essentiel. Plusieurs stagiaires, de différentes disciplines, ont pu développer leurs savoirs, mais également développer une humilité et une sensibilité dans l'octroi de services offerts aux personnes marginalisées.

L'équipe de la CIDSO est déjà impatiente de la suite des choses et encore plusieurs autres projets sont à venir. Les membres de l'équipe souhaitent **remercier chaleureusement** les usagers, de la Soupe populaire de Hull, de leur faire confiance depuis le début des travaux sur le terrain, mais également aux intervenants qui ont ouverts leurs milieux et accueillit la clinique et ses professionnels à bras ouverts. L'accueil chaleureux et le soutien des organismes communautaires dans le quartier de Hull joue un **rôle essentiel** à notre intégration dans la communauté.

Merci d'être présent pour célébrer cette première année de travaux et pour lancer le coup d'envoi de cette deuxième année qui s'annonce tout aussi prometteuse.

Anne Thibault, avocate, Mélyna Désy Bédard, inf.B.Sc. et Sara Lambert, travailleuse sociale

Emmanuelle Bernheim

est **professeure** titulaire à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa et **titulaire** de la Chaire de recherche du Canada en santé mentale et accès à la justice. Ses recherches portent sur le rôle du droit et de la justice dans la production et la reproduction des inégalités sociales. Cette problématique est développée sous trois axes principaux : **la santé mentale, la protection de la jeunesse et la non représentation devant les tribunaux.**



Dans les dernières années, ses recherches en cliniques juridiques, menées entre autres dans le cadre du partenariat de recherche Accès aux droits et à la justice (ADAJ), ont mis en lumière la **pertinence** de l'interdisciplinarité et de l'approche axée sur les droits pour la formation étudiante et le développement de services plus adaptés aux besoins des usagères et usagers. Elles ont également démontré la pertinence de l'**accompagnement individualisé** pour assurer un **meilleur accès aux services et à la justice.**

Mélyna Désy Bédard

est **infirmière clinicienne** pratiquant depuis 2010. Son expérience professionnelle l'a amené à travailler la majeure partie de sa carrière dans les communautés Cries et Inuit du Nord-du-Québec. Elle a également œuvré en établissement de détention et aux urgences. En 2021, elle a entamé une maîtrise en sciences infirmières de type mémoire. Ses travaux s'intéressent, notamment, **au vécu expérientiel des personnes Inuit du Nunavik** en contexte de coercition psychiatrique. Ses expériences variées, jumelées avec des intérêts pour la **justice sociale**, l'ont amené à se joindre, tout récemment, à la Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO). Cette implication lui donnera l'occasion de faire valoir ses connaissances en santé dans son nouveau rôle de **coordonnatrice du volet infirmier.**



Jean Daniel Jacob

est **professeur agrégé** à l'École des sciences infirmières de la Faculté des sciences de la santé, à l'Université d'Ottawa. Ses travaux reposent sur des **aspects critiques et sociopolitiques** dans le domaine des soins infirmiers psychiatriques ainsi que des questions liées au **pouvoir**, à l'**éthique** et à la gestion du **risque de violence**. Le professeur Jacob travaille sur divers projets qui touchent l'utilisation des **mesures de contrôle en psychiatrie**. Il est présentement président du Conseil d'administration de Droit-Accès de l'Outaouais, un organisme communautaire axé vers la **défense de droits en santé mentale**.



Sara Lambert

est **candidate au doctorat** à l'École de service social de l'Université d'Ottawa. Sa thèse explore différents aspects du **passage à la vie adulte** de jeunes dont les itinéraires sont atypiques. Elle s'intéresse également aux **méthodes de recherche** basées sur l'art et à l'utilisation des histoires au moyen du digital storytelling pour travailler avec des populations vivant de l'exclusion sociale. Elle est aussi **coordonnatrice communautaire** au LAB, un espace d'art communautaire dans le Vieux-Hull à Gatineau, dont l'objectif est de **rendre les arts accessibles à tous et toutes**.



Dahlia Namian

est **professeure** à l'École de travail social. Elle **co-dirige le champ État social au Crémis** (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales) et l'axe Enjeux biopolitiques et groupes minorisés au **Circem** (Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités).

Elle réalise des recherches dans le domaine des **inégalités sociales et de santé**, notamment en ce qui concerne les formes de prises en charge et d'intervention entourant l'itinérance. Elle a entre autres mené une **recherche ethnographique** sur l'approche du Logement d'abord dans la région de l'Outaouais et Gatineau et elle participe actuellement comme co-chercheuse à une **étude nationale** sur le portrait des hommes sans-abri de même qu'à une recherche sur le phénomène et la prise en charge des "morts de la rue".



Pierre Pariseau-Legault

est **professeur** au département des sciences infirmières de l'Université du Québec en Outaouais. Il possède une **expertise en soins infirmiers médico-légaux** et s'intéresse également à la **judiciarisation des problèmes sociaux**. Ses recherches portent sur la mise en œuvre du droit, la gestion du risque et l'adaptabilité des pratiques d'intervention dans le domaine de la santé et des services sociaux, particulièrement en **contexte de marginalisation**. Il enseigne la psychiatrie, l'intervention en situation de crise et l'éthique clinique aux futures infirmières et infirmières praticiennes spécialisées.



Au cours des dernières années, le professeur Pariseau-Legault a mené et participé activement, comme chercheur principal ou comme co-chercheur, à plusieurs **projets de recherche** portant sur les soins infirmiers médico-légaux, la psychiatrie légale, la protection de l'enfance, l'intervention en contexte d'itinérance et la culture du silence dans les organisations de santé et les services sociaux.

Marie-Eve Sylvestre

est **doyenne et professeure titulaire** à la Faculté de droit, Section de civil de l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche portent sur le **système de justice pénale** et en particulier, sur les **effets dévastateurs et discriminatoires** de certaines pratiques policières et judiciaires et certaines règles de droit sur les personnes marginalisées et racisées. Elle s'intéresse aussi aux **mesures de rechange** à la criminalisation, notamment en **contexte autochtone**. Elle est l'auteure de nombreuses publications en droit, criminologie et géographie. Son dernier livre, **Red Zones: Criminal Law and the Territorial Governance of Marginalized People**, co-rédigé avec Nicholas Blomley et Céline Bellot, a remporté le Prix W. Wesley Pue 2021 de l'Association canadienne droit et société.



Entre 2016 et 2019, la professeure Sylvestre a agi à titre d'**experte en matière de justice** auprès de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec: écoute, réconciliation, progrès (CERP). Elle est **membre fondatrice** de l'Observatoire sur les profilages et en 2022, elle a agi comme experte pour le demandeur dans l'affaire Luamba c. PG Québec. La doyenne Sylvestre est membre du Collège des nouveaux chercheurs et créateurs en arts et en science de la Société royale du Canada et siège au **Conseil des gouverneurs** de l'Institut national de la magistrature. Elle est membre du Barreau du Québec depuis 2001 et a reçu la distinction d'avocate émérite en 2022.

Anne Thibault

est **avocate** pratiquant depuis 2014 et **candidate à la maîtrise** en droit à l'Université d'Ottawa. Elle détient un baccalauréat en droit, un certificat en droit social et du travail et un baccalauréat ès arts avec une majeure en affaires publiques, communautaires et analyse des politiques ainsi qu'une mineure en sciences humaines appliquées. Au cours de sa pratique en droit, elle a exercé principalement en **droit des personnes**, dont en droit de la **protection de la jeunesse et familial**, ainsi qu'en **droit administratif** en matière d'aide sociale, statut de réfugié et de santé mentale.



De 2017 à 2019, elle a coordonné les activités de la Clinique juridique du Mile-End à Montréal, contribuant à l'ouverture d'une clinique juridique dans le quartier de Parc-Extension, au développement d'un projet d'accompagnement des justiciables à la cour ainsi qu' à l'intégration de professionnelles et stagiaires en travail social à l'équipe. Vu son intérêt marqué pour les **enjeux de justice sociale et d'équité en justice**, à la fin de l'année 2020, elle a accepté de **coordonner le développement** de la CIDSO en Outaouais.

"Peu importe les changements systémiques que nous voudrions faire, nous devons travailler ensemble"

- Mia Mingus

la mission

Les barrières d'accès aux droits et à la justice des personnes usagères de la CIDSO sont approchées dans leur globalité, en tenant compte des inégalités d'accès aux déterminants sociaux de la santé.

Formation interdisciplinaire

Développer et encourager une culture d'apprentissage et de travail interdisciplinaire entre les étudiant·es en droit, en travail social et en science infirmière.

Soutien, accompagnement et défense des droits

Offrir de l'accompagnement et du soutien aux personnes marginalisées vivant une expérience avec la justice.

Défendre et faire valoir les droits des personnes à travers une approche de travail interdisciplinaire, dans le but de trouver des solutions concrètes, globales et cohérentes.

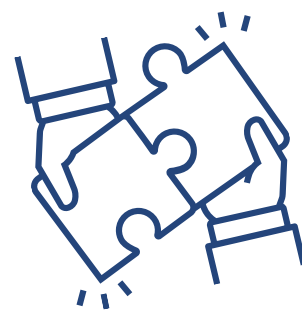
Engagement communautaire et justice sociale

Soutenir les organismes communautaires de l'Outaouais dans la revendication des droits sociaux et besoins des personnes marginalisées dans une perspective de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie.

Recherche

Documenter l'impact d'une clinique interdisciplinaire en droits social sur ses personnes usagères et sur les étudiant·es qu'elle forme.

une formation interdisciplinaire



L'état actuel des connaissances montre que le travail clinique interdisciplinaire permet de mieux répondre aux besoins des usagers et usagères, tout en permettant aux étudiant·es de **développer des compétences croisées** qui leur seront utiles dans leur pratique professionnelle future. Ainsi, l'expérience en clinique peut contribuer à **sensibiliser** les futur·es professionnel·les aux enjeux de droits et d'accès à la justice.

L'équipe de la CIDSO a élaboré et continue d'améliorer une **approche pédagogique interdisciplinaire** pour la formation des étudiant·es afin d'élargir leur perspective d'analyse et de résolution de problèmes. Ainsi, la clinique accueille des étudiant·es de la Faculté de droit, Section de droit civil et des Écoles de travail social et de sciences infirmières de l'Université d'Ottawa, de même que du département de sciences infirmières de l'Université du Québec en Outaouais. Depuis janvier 2023, la clinique accueille également des étudiant·es de la technique juridique du Cégep de l'Outaouais. **Ce modèle d'interdisciplinarité, incluant des parajuristes, est unique au Québec.**

Cette approche pédagogique vise le **partage de connaissances et de savoir-faire** entre étudiant·es de manière à considérer les dimensions juridiques et non juridiques des situations rencontrées, à envisager les rôles respectifs de chaque discipline en matière de soutien à l'exercice des droits et à développer des solutions novatrices plus adéquates pour les usagères et usagers de la clinique. **Les étudiant·es impliqués à la clinique contribuent donc directement au développement des outils pédagogiques et à la formation de leurs pairs.**

Par cette **méthode pédagogique innovante**, la clinique vise à offrir à ses étudiant·es une expérience leur permettant de développer une connaissance du droit et des droits qui soit concrète, contextuelle et adaptée à leurs besoins en tant que professionnel·les. La clinique offre également aux étudiant·es, en tant que futurs professionnel·les, **une opportunité de mieux comprendre la pertinence et d'expérimenter le travail interdisciplinaire.**

Les activités cliniques de la CIDSO se déroulent dans les locaux de la Soupe populaire de Hull, au 297 boulevard des Allumettières, tous les mercredis, avec ou sans rendez-vous. Le choix de ne pas œuvrer sur le campus universitaire est directement lié à la mission de la clinique qui est de soutenir les personnes vivant en situation de marginalité dans l'exercice de leurs droits. Les recherches démontrent en effet que les personnes les plus marginalisées ne peuvent être rejointes que dans leur milieu.

La CIDSO offre des **consultations individuelles** visant à donner de l'information juridique et à assister dans la rédaction de lettres, dans la complétion de formulaires, dans des démarches pour obtenir des prestations d'aide sociales et des services d'aide juridique, etc. Bien que la clinique n'ait pas de domaine de spécialité, elle agit le plus souvent dans le domaine du logement, notamment pour des demandes de logement social, dans des situations d'éviction, d'aide sociale d'admissibilité à l'aide juridique ainsi qu'en matière de capacité et d'intégrité des personnes (tutelle, consentement aux soins).

La CIDSO offre également des **services d'accompagnement social** à la cour ou dans des démarches administratives, de santé et de logement. L'accompagnement vise à **préparer les personnes** usagères pour leurs audiences ou interactions avec des services gouvernementaux, en expliquant par exemple le déroulement. Les étudiant·es se présentent ensuite avec les usagers et usagères sur place, aidant par exemple à se rendre au bon endroit et à organiser les documents nécessaires. Ils assistent silencieusement aux audiences ou aux rendez-vous et prennent des notes. En utilisant la **technique du reflet**, les étudiant·es reprennent avec les usagers et usagères ce qui a été dit durant les audiences ou les rendez-vous de manière à faciliter la compréhension, la prise de décision et la préparation des étapes subséquentes.



engagement communautaire et justice sociale

Après une année et demi de fonctionnement, la CIDSO est déjà très implantée dans le milieu communautaire de Gatineau. En plus de partenariats par lesquels la clinique répond aux besoins des personnes usagères d'organismes communautaires partenaires, la clinique offre des **formations et ateliers** répondant aux besoins des intervenant·es communautaires. Depuis son ouverture, la clinique est active lors de la **nuît annuelle des sans-abris** pour faire connaître et **sensibiliser la population et les élu·es** aux conditions de vie, aux droits et à l'impact de la judiciarisation pour les populations en situation d'itinérance ou à risque de l'être. La clinique a aussi participé à différentes **mobilisations et manifestations** concernant les conditions de vie des personnes vivant dans la pauvreté, l'accès au logement et le manque de ressources dans le milieu communautaire.

La CIDSO est également directement engagée dans des **luttés sociales locales**, mobilisant l'expertise de ses membres pour informer le public et les décideurs publics, notamment à travers les médias. C'est le cas par exemple concernant le déplacement du Quartier général de la police de Gatineau (SPVG) sur le site de l'Aréna Robert-Guertin, à proximité des services communautaires pour les personnes en situation d'itinérance, ou encore de la judiciarisation et de l'emprisonnement pour non-paiement d'amende des personnes en situation d'itinérance à Gatineau. Les membres de l'équipe de la CIDSO ont écrit plusieurs lettres dans les journaux, accordé plusieurs entrevues dans les médias, s'est présentée au Conseil municipal de la ville de Gatineau et a co-organisé avec ses partenaires communautaires un forum citoyen pour **réfléchir à l'avenir du site Guertin**.



la Clinique dans les médias



Anne Thibault et Daniel Cayley-Daoust

« Gatineau residents push back against city on future of area around Robert-Guertin Centre », CBC Radio-Canada, le 23 janvier 2023.

Marie-Ève Sylvestre

en entrevue dans « L'avenir du site Guertin 'sans QG de police' au cœur de discussions citoyennes », Le Droit, le 21 janvier 2023.

en entrevue dans « Le site Guertin et l'enjeu de la judiciarisation des itinérants à Gatineau », La Radio de Radio-Canada, Les Matins d'ici, le 18 janvier 2023.

en entrevue dans « L'itinérance et sa relation avec le système de justice », Radio-Canada Ottawa-Gatineau, Le Téléjournal, le 17 décembre 2022.

Anne Thibault, Sara Lambert, Dahlia Namian et Emmanuelle Bernheim

« L'avenir du site Guertin : une décision qui concerne l'ensemble des citoyens et citoyennes », Le Droit, le 21 novembre 2022.

Anne Thibault et Emmanuelle Bernheim

en entrevue dans « Dénonciation du choix du site pour la construction du quartier général de la SPVG », Radio de Radio-Canada, Émission Les matins d'ici, le 14 novembre 2022.

Dahlia Namian, Sara Lambert, Anne Thibault et sept signataires

« Le Quartier général de la police sur les terrains du Centre Robert Guertin : un affront aux droits des personnes en situation d'itinérance », Le Droit, le 14 novembre 2022.

"Je suis
comme toi" 

Le projet de CIDSO constitue un **projet pilote d'innovation sociale** qu'il convient d'évaluer à des fins d'amélioration. Ainsi, par le moyen d'un dispositif de recherche qualitative, des étudiantes chercheuses collectent des données permettant de documenter les pratiques cliniques et le contenu de la formation offerte aux étudiant·es. Cette collecte de données procède essentiellement par entrevue. Ce **dispositif méthodologique** a déjà été éprouvé dans des projets menés en clinique juridique.

En 2021-22, en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, le terrain de recherche n'a concerné que les étudiant·es. Ils et elles ont été rencontrés à plusieurs reprises en entrevue individuelles pour discuter de l'adéquation de la formation et de leurs **propositions de contenus** ou de **méthodes pédagogiques**. Leurs préoccupations et suggestions ont été intégrées à la formation ou aux procédures de travail de la clinique lorsque possible.

Depuis l'automne 2022, nous menons un terrain de recherche visant à **documenter la perspective** des usagers et usagères de la clinique, de même que des étudiant·es, sur le droit et les droits. Nous cherchons à comprendre comment le droit et les droits sont perçus, et si l'expérience avec la CIDSO a une influence sur cette perception.

Le terrain de recherche en cours mènera à l'élaboration d'une série de podcasts intitulée « Droit de parole » sur le thème des droits.



la CIDSO en chiffres

de septembre 2021 à décembre 2022

À PROPOS DES SERVICES

- ⇒ 36 personnes rencontrées
- ⇒ 17 accompagnements
- ⇒ 14 soutien à un.e intervenant.e
- ⇒ 131 interventions socio-juridiques
- ⇒ 5 ateliers auprès des personnes usagères

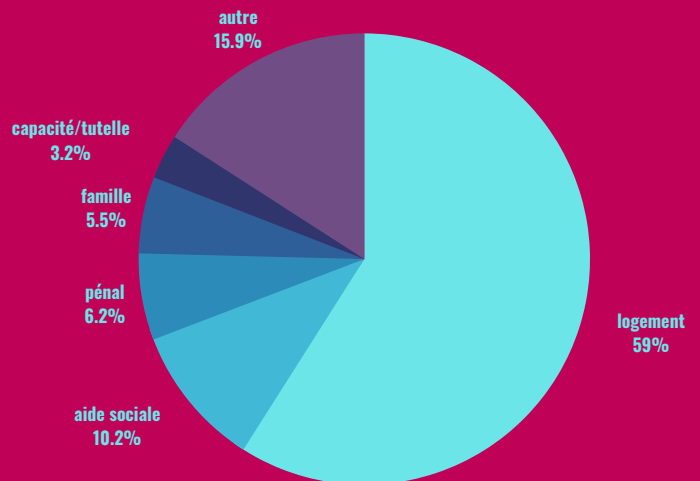
SÉANCE D'INFORMATION ET ATELIERS

- ⇒ Arrestation, identification et détention
- ⇒ Les droits et les besoins de bases
- ⇒ Justice
- ⇒ Atelier droits et peinture de pancartes à la Soupe populaire de Hull
- ⇒ Séance d'information/ Atelier sur les enjeux concernant l'Aréna Guertin

À PROPOS DES ÉTUDIANT·ES

- ⇒ 1 étudiante en affaires publiques
- ⇒ 5 étudiant·es en droit
- ⇒ 1 étudiante en droit et sciences politiques
- ⇒ 2 étudiant·es en droit et développement international
- ⇒ 2 étudiant·es en science infirmière
- ⇒ 1 étudiant technique juridique
- ⇒ 5 étudiant·es en travail social

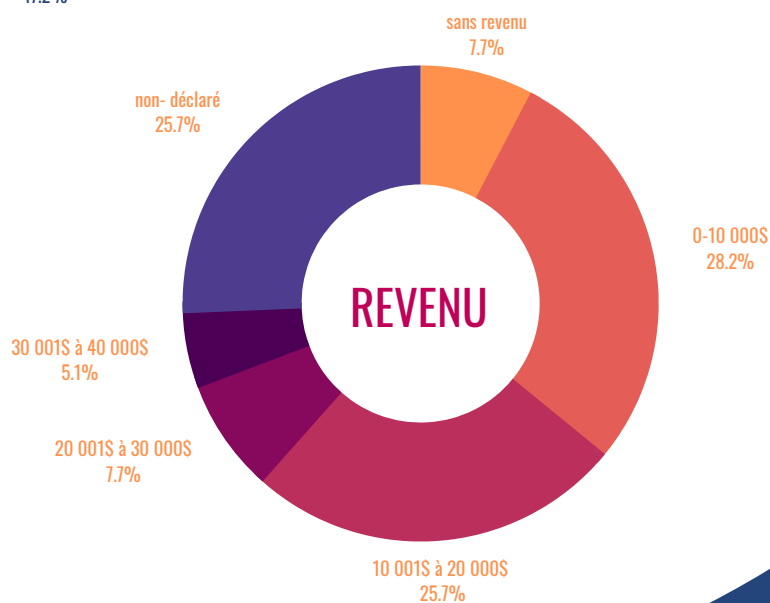
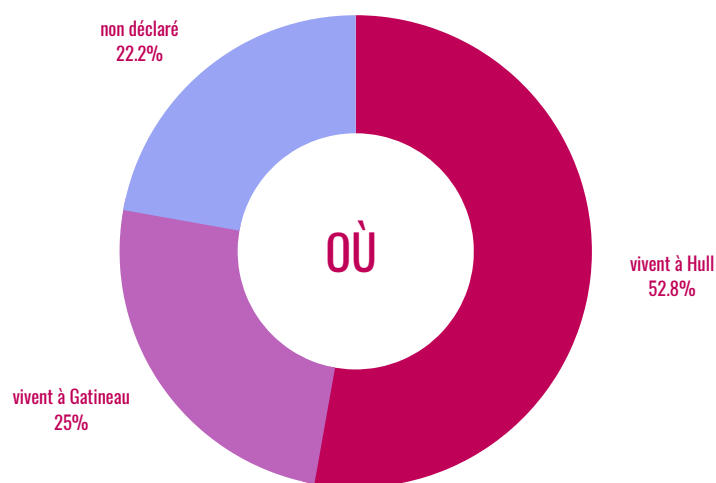
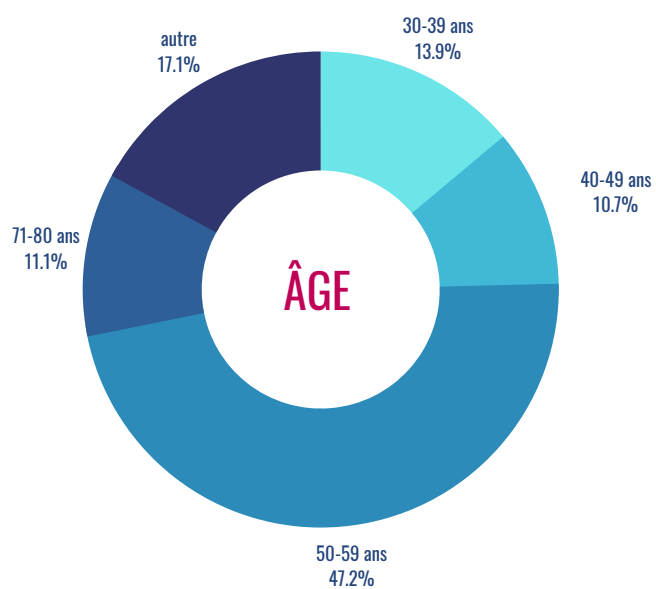
POURQUOI ON VIENT NOUS VOIR



CONTENU DE LA FORMATION

- ⇒ Approche en travail social et technique d'écoute active
- ⇒ Procédure clinique
- ⇒ L'accompagnement en contexte juridique
- ⇒ Mise en situation
- ⇒ Éthique et déontologie en travail social et en droit
- ⇒ Formation de base en droit
- ⇒ Observation/Rallye judiciaire
- ⇒ Interdisciplinarité, enjeux sociaux dans la région et advocacy

À PROPOS DES PERSONNES USAGÈRES



activités collectives

- ⇒ Participation (kiosque) à la Nuit des sans-abris 2021 et 2022
- ⇒ Co-organisation de fabrication de pancartes pour la marche à la Nuit des sans-abris 2022
- ⇒ Création d'un jeu serpents-échelle : Les enjeux sociaux à Gatineau (Aut. 2022)
- ⇒ Intervention au Conseil municipal du 14 novembre 2022 concernant l'implantation du Quartier général de
- ⇒ Co-organisation du Forum Guertin (Forum Citoyen·nes) : Janvier 2023



remerciements

La CIDSO a bénéficié de l'inestimable contribution de la professeure Jo Ellen Patterson.

Jo Ellen Patterson est **professeure à la School of Leadership and Education Sciences** de l'Université de San Diego et consacre sa recherche au **bien-être familial**. Adoptant une **approche multidisciplinaire** qui conjugue sciences sociales et biologiques, elle s'intéresse à la formation et à l'éducation fondées sur une **conception exhaustive du bien-être familial**.

Au sein de la CIDSO, elle a contribué à l'élaboration de la **formation étudiante**, en plus de soutenir l'équipe lors de son séjour comme **chercheure Fullbright** durant l'année académique 2022-23.



Étudiant-es en droit, sciences infirmières et travail social

Alexandre-Maxim Abud-Lapierre
Bénédicte Flore Ouedraogo
Geneviève Beauchamps-Lazure
Enya Beaulieu
Jade Benson-Poitras
Annabelle Caron
Émile Corneau
Érika Demers
Catherine Dufort-Cusson
Alice Domtinet
Wade Hardwood-Reid
Jessica Kamgang
Ann-Esther Lehman
Camille Mccoeye
Edwin Medawar
Sabina Bajri
Jade Préfontaine
Bianca Reitino

Michel Salib
Nermine Youssef
Anaïs Zoghliami

Étudiant-es bénévoles

Malorie Kanaan
Nathalie Payette
Émile Châtelin

Bénévoles professionnel·les

Sophie Schoen
Audrey Élizabeth-Picard
Patricia Boileau-Fortin
Alexandre Romano
Marie-Josée Lafleur
Francis Boulet
Jean Bourget

MERCI À NOS PARTENAIRES COMMUNAUTAIRES ET FINANCIERS



Maison de réconfort, d'amitié et d'espoir



NOËL ASSOCIÉS

